



ENQUÊTRICE OU ENQUÊTEUR CHARTE

Offre d'emploi : SE-23-18

Direction : Enquêtes Charte

Statut : Emploi régulier à temps complet

Type de poste : Personnel syndiqué

Nombre d'heures par semaine : 35

Ville : Montréal

Salaire minimum : 50 589 \$

Salaire maximum : 89 927 \$

Maximum à l'embauche : 73 089 \$

Début de l'affichage : 16-02-2023

Fin de l'affichage : 02-03-2023

Ce poste fait simultanément l'objet d'un affichage interne et externe

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse souscrit à un programme d'accès à l'égalité en emploi et les candidatures des membres des groupes visés (les femmes, les personnes handicapées, les personnes autochtones, les minorités visibles et les minorités ethniques) sont encouragées à soumettre leur candidature. Si vous êtes une personne handicapée, vous pouvez recevoir, sur demande, de l'assistance pour le processus de présélection et de sélection.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse est constituée par la Charte des droits et libertés de la personne. La Commission est un organisme indépendant du gouvernement et remplit sa mission au seul bénéfice de la population et dans l'intérêt du public. Forte de son indépendance et de son expertise, la Commission assure la promotion et le respect des droits énoncés dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Elle assure aussi la protection de l'intérêt de l'enfant ainsi que le respect et la promotion des droits qui lui sont reconnus par la Loi sur la protection de la jeunesse. Elle veille également à l'application de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics.

Faites partie d'une équipe dynamique et engagée qui vous offrira des défis stimulants et des expériences professionnelles diversifiées.

Exigences essentielles

Détenir un premier diplôme universitaire terminal dont l'obtention requiert un minimum de seize (16) années d'études en sciences humaines, juridiques ou dans une autre discipline universitaire appropriée dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.

Est également admise ou admis une candidate ou un candidat qui a un nombre d'années de scolarité inférieur à celui exigé au paragraphe précédent, à la condition qu'elle ou il compense chaque année de scolarité manquante par deux (2) années d'expérience pertinente; toutefois, la candidate ou le candidat doit détenir au moins un certificat d'études secondaires équivalant à une onzième (11^e) année ou à une cinquième (5^e) année du secondaire ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par le ministère de l'Éducation ou par l'autorité compétente.

Et une (1) année d'expérience pertinente;

Et posséder une bonne connaissance de la langue anglaise parlée et écrite.

Description du poste

Sous l'autorité de la directrice ou du directeur des enquêtes Charte et sous la responsabilité fonctionnelle de la coordonnatrice ou du coordonnateur charte, la ou le titulaire du poste voit à l'application des politiques de la Commission quant à la défense et à la promotion

des droits de la personne reconnus par la Charte des droits et libertés de la personne du Québec en effectuant des enquêtes dans les matières relevant de la compétence de la Commission.

Plus particulièrement, la ou le titulaire du poste a comme tâche, de façon non limitative de :

- Faire enquête dans les matières relevant de la compétence de la Commission en recueillant les faits pertinents dans le respect de l'équité procédurale;
- Établir les enjeux et le type de problématique que soulève le dossier;
- Élaborer un plan d'enquête et recueillir les éléments de preuve conformément aux méthodes d'enquête et suivant l'équité procédurale;
- Communiquer avec les parties pour obtenir leur version des faits, prendre leur déclaration ainsi que celle des témoins jugés pertinents selon le contexte;
- Faire les interventions nécessaires auprès des instances concernées afin de mettre en place un filet de sécurité pour protéger les personnes vulnérables dans les situations à risque d'exploitation;
- Rédiger des rapports pour transmettre les faits pertinents recueillis, procéder à l'analyse et émettre des recommandations;
- Faciliter, au besoin et dans le respect du contexte applicable, les échanges entre les parties dans le but d'en arriver à une entente ou un règlement;
- Participer à des comités d'étude de dossiers, communautés de pratique et groupes de travail;
- Accomplir toutes autres tâches connexes ou mandat particulier confié par la directrice ou le directeur et compatible avec l'emploi.

Profil recherché

- Bonne connaissance des mandats de la Commission et de leurs applications ainsi que des avis et des orientations en matière de droits de la personne;
- Maîtrise des théories et principes en communication, des techniques d'entrevue et de persuasion ainsi que des techniques d'analyse et d'enquête pour obtenir les faits pertinents et les traiter selon les procédures de la Commission;
- Capacité à mener plusieurs enquêtes de front qui implique de communiquer directement et efficacement avec une clientèle diversifiée dans un cadre rigoureux en termes d'échéancier et de résultats;
- Excellente capacité d'analyse et de synthèse;
- Bon discernement et sens de la gestion des priorités;
- Bonne capacité de rédaction et de vulgarisation;
- Capacité à simplifier des concepts et des enjeux complexes;
- Intérêt pour les droits et libertés de la personne;
- Intérêt et habiletés à mener des enquêtes en matière d'exploitation des personnes vulnérables qui impliquent notamment de se déplacer occasionnellement pour rencontrer des personnes âgées et des personnes handicapées;
- Bonne connaissance des recours et des ressources externes vers lesquels les clients peuvent être référés;
- Excellent sens de l'organisation et de la planification du travail;
- Aptitude à transiger avec des personnes de tous les niveaux dans les dossiers les plus divers;
- Sens du service à la clientèle dans un contexte de service public;
- Intérêt pour l'innovation et l'expérimentation d'approches nouvelles;
- Sens de l'écoute et bon jugement.

Atout

Expérience en intervention sociale et connaissance en matière juridique.

Avantages

- 4 semaines de vacances;
- 10 journées de maladie;
- Assurances collectives;
- Régime de retraite à prestations déterminées;
- Horaire flexible;
- Semaine de travail comprimée sur une base de 4 jours (35 hrs);
- Politique de télétravail*;
- Programme d'aide aux employés.

*Possibilité, selon certaines conditions, de travailler en mode hybride jusqu'à 3 jours en télétravail par semaine.

Si vous êtes intéressé par cette offre d'emploi, nous vous invitons à nous faire parvenir votre candidature sur notre site internet au www.cdpedj.qc.ca à la rubrique **Emplois au plus tard le 2 mars 2023** à 17h00.

Veillez prendre note que nous communiquerons uniquement avec les candidatures retenues.